

**CIBLE**

15 ANS

**U**ne fois n'est pas coutume. Notre journal, d'ordinaire consacré à l'examen de l'actualité, s'est tourné vers lui-même à l'occasion de son quinzième anniversaire.

Pourquoi s'arrêter à celui-ci ? Il est utile de faire le point à dates régulières, et les périodes quinquennales fournissent à cet égard de faciles repères. Mais nous nous sommes aussi souvenu d'une observation d'un bon connaisseur de la vie politique : il faut, disait Régis Debray, quinze ans pour créer un mouvement, et cinquante pour fonder une école de pensée. Nous n'avons certes pas la prétention, pernicieuse dans notre cas, de constituer un corps de doctrine. Mais ce mouvement, l'avons-nous effectivement créé ?

Il vit sans aucun doute, de façon singulière, et au prix de difficultés qui ne sont pas seulement matérielles. En quelques brefs regards nous avons tenté de faire un bilan, tout provisoire, de cette aventure. Puis tenté de tracer quelques lignes directrices pour l'avenir. Ces jugements sont évidemment subjectifs. Fiers de ce que nous sommes, et de ce que nous faisons, nous avons voulu éviter de tomber dans l'auto-satisfaction. Aussi avons-nous fait appel à ceux qui, sans adhérer nécessairement à notre projet, nous observent depuis plusieurs années. Nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs ces témoignages.

ANNIVERSAIRE

# 15 ans au service de l'idée royaliste

## avec les témoignages de :

Gabriel MATZNEFF ● René HOSTACHE ● Joseph BARSALOU  
Albert JACQUARD ● Lucien SCUBLA ● Thierry PFISTER  
Georges BALANDIER ● Edgar MORIN ● Pierre ROSANVALLON  
Vladimir VOLKOFF ● Georges H. de RADKOWSKI

## Une idée en mouvement

**Depuis 1971, la perception de l'idée monarchique s'est-elle transformée ?**

**I**l y a une vingtaine d'années, Marc Paillet publiait un livre intitulé « Gauche, année zéro ». La formule peut être reprise pour qualifier la situation du royalisme au moment où nous avons fondé ce journal et ce mouvement. 1971, c'est l'année zéro du royalisme - et peut-être pire : sur l'échelle de la notoriété et de la crédibilité, il faudrait affecter notre famille politique d'un signe négatif à cette époque.

Souvenons-nous : En 1971, le comte de Paris se tait depuis quatre ans. A l'ambition capétienne et à l'intention monarchique du général de Gaulle a succédé la gestion pompidolienne. L'espoir des années soixante s'est estompé et chacun s'est empressé d'oublier les relations entre le Prince et le général de Gaulle et le projet qu'ils avaient formé. En 1971, la France frémit encore du choc de Mai. La rubrique « agitation » du « Monde » est encore bien remplie, l'avenir semble être à la Révolution, à la contestation radicale de l'Etat bourgeois et de toute autorité. Le marxisme, enfin,

vit son « été de la Saint Martin », selon l'expression de Maurice Clavel. Quant au royalisme, il existe assurément et s'est rajeuni. Mais l'action militante se déroule dans la gêne. Entre le dogmatisme de sa presse et le bouillonnement de l'époque, la contradiction est rude et l'image négative de l'Action française freine le mouvement.

Quinze ans ont passé. Qu'est-ce qui a changé ? Sans nous bercer d'illusions, sans verser dans l'autosatisfaction, il faut relever quelques faits qui ont commencé de changer l'image de la monarchie et l'image du royalisme.

D'abord le Prince est sorti du silence qu'il s'était imposé. Il a repris la plume et la parole. Oh pas à la manière des hommes politiques ordinaires ! Mais il a rappelé par ses Mémoires qu'il n'avait cessé de servir et qu'il demeurerait disponible comme recours. Mais il a exprimé, dans sa Lettre aux Français, l'essentiel de son projet. Il est présent, actif, et cela ne peut être ignoré.

Ensuite, l'instauration de la monarchie dans un pays moderne a cessé d'être un cas de figure pour devenir un fait positif, facilement observable et exemplaire. Il suffit de prononcer le nom de

Juan-Carlos pour que disparaissent nombre de critiques habituelles : voici, sous nos yeux, une légitimité vivante, une démocratie retrouvée, une paix civile restaurée.

Enfin les historiens d'aujourd'hui, à quelque école qu'ils appartiennent et quelques soient leurs convictions politiques, ont brisé nombre d'idées reçues. La monarchie française a cessé d'être la face noire des analyses manichéennes. Les livres, les émissions de radio, les séries télévisées, montrent trop clairement cette transformation du regard historique pour qu'il soit besoin d'insister.

Et le royalisme, il ne fait pas de doute que son image s'est transformée, qu'il est désormais pris pour ce qu'il est, et qu'il bénéficie de nombreuses sympathies. C'est beaucoup, si l'on se souvient de notre année zéro. Mais les obstacles sont encore nombreux.

Il y a d'abord les entraves matérielles, que nos lecteurs connaissent bien. Celles aussi qui tiennent à la logique politique actuelle. Il est évident que les unes et les autres nuisent à la diffusion rapide du projet royaliste. Mais il existe aussi des obstacles psychologiques, qui sont sans

doute les plus difficiles à supprimer. Malgré les progrès accomplis, demeure, dans une large partie de l'opinion publique, l'idée d'une monarchie archaïque (au mauvais sens du terme) dont la prise de la Bastille marquerait l'effondrement définitif. On oublie la Constitution de 1791, la Restauration de 1814, la Monarchie de Juillet. On oublie que la moitié des pays de l'Europe de l'Ouest vit aujourd'hui en monarchie... On « oublie » étrangement, malgré la réalité visible, sensible, comme si l'on préférerait inconsciemment les clichés dont on a l'habitude aux faits qui les dérangent. Nous sommes dans le domaine du réflexe, de la résistance classique au changement des habitudes - ici de pensée.

Comment surmonter cette difficulté majeure ? L'expérience montre que la perspective peut se renverser rapidement. Il suffit d'une conversation, d'une affiche électorale, de quelques articles, pour que l'idée monarchique soit considérée autrement, pour que la question soit au moins posée clairement. Telle est notre tâche depuis quinze ans. Ce numéro anniversaire montre qu'elle n'est pas insurmontable.

Corinne TOLLEMER

### royaliste

**SOMMAIRE :** P.2 Une idée en mouvement - p.3 Léo Hamon - p.4 De la NAF à la NAR - p.5 Une présence singulière - p.6/7 des regards extérieurs sur la NAR - p.8 L'avenir d'une réflexion - p.9 L'aventure intellectuelle - p.11 Mercredi, 20 heures - p.12 La NAR une aventure.

**RÉDACTION - ADMINISTRATION**  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Tel. : (1)42.97.42.57  
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT  
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772  
Diffusion NMPP - Imprimé en France

### bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)\*

(\*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

## Léo HAMON : « L'unité de la nation gagne à être incarnée en un homme »

« **R**oyaliste » me demande mon sentiment sur « son projet et son rôle dans le débat politique ». C'est bien volontiers que j'exprime ici ma sympathie pour votre effort. Je ne saurais, vous le savez, m'inscrire moi-même sous l'épithète « royaliste » - qui est votre titre - et pourtant l'intérêt que je prends à votre journal va au-delà de la sympathie personnelle que m'inspire son directeur politique - dont la conviction tranquille et douce s'apparente, par sa profondeur - mais dans un style tout différent - à celle de son héroïque père que j'ai également connu. Pourquoi cet intérêt pour votre action ? Réhabiliter et défendre la monarchie, ce qui est bien votre projet, peut s'entendre et se faire de deux manières :

1/ Dans l'une, il s'agit de rétablir le trône de France et d'y installer le comte de Paris, héritier de la dynastie. Les partisans de cette solution sont très minoritaires en France et je crois, le demeureront.

Comme je vous l'ai exprimé de vive voix à plusieurs reprises, je crois que vous n'échappez pas, et que le comte de Paris lui-même, malgré la sympathie et le respect qu'inspire sa personne (respect et sympathie que j'éprouve quant à moi), se heurte au dilemme suivant :

- ou bien il s'agit de faire du Roi le patron de la politique française comme l'a été, par exemple, le général de Gaulle, mais alors quelle garantie qu'un prince capable lui-même de tenir ce rôle, aura pour successeur selon la loi de l'hérédité, un dauphin capable du même rôle ? C'est difficile à admettre - et à faire admettre - dans une société dans laquelle le rôle de l'hérédité s'est estompé du fait de l'évolution sociale elle-même.

- Ou bien il s'agit d'admettre que le prince maintient la conti-



nuité, le cadre dans lequel se déroule l'action politique - situation des souverains belges ou anglais et système logiquement très défendable, mais qui se heurte en France au traces affectives de la « bataille républicaine » qui a duré presque un siècle et demi; et alors le résultat, appréciable mais limité d'un rétablissement du trône, ne vaut pas une nouvelle commotion dans l'opinion.

Toutefois vous avez rendu - et vous rendez toujours - vis-à-vis de ceux qui, malgré le raisonnement sus exprimé se sentent royalistes - et plus généralement vis-à-vis de ceux qui sont sensibles aux thèmes traditionalistes, le grand service de présenter en termes compréhensifs tout le progrès moderne et de montrer à ce monde que la

démocratie politique et sociale n'est pas incompatible avec l'attachement à nos traditions.

Vous aurez ainsi rendu la droite plus indulgente et plus intelligente, plus ouverte et vous aurez ainsi contribué à l'apaisement de notre vie politique.

Mais défendre l'esprit monarchique a un autre sens encore et s'inscrit dans une dimension plus durable qu'une dynastie. Cela consiste à expliquer que l'unité de la nation doit être gardée présente à nos esprits - gagne à être incarnée en un homme chargé de la maintenir et qu'il est besoin dans nos sociétés d'un « pouvoir » modérateur selon la belle expression de Benjamin Constant. Un homme de la continuité nationale qui assume vis-à-vis des majorités qui passent, un pouvoir modérateur et la nécessité de l'une et de l'autre. Ces vérités sont, je crois, entrées dans l'esprit français depuis quelques dizaines d'années, sous l'influence - au premier chef - du général de Gaulle, mais aussi avec votre contribution; et sur ce point, vous avez fait et vous accomplissez dans le mouvement des idées, une œuvre très utile que j'ai toujours plaisir à lire.

En ce moment même, la force des choses tend à faire ressortir que le président de la République peut sans déchoir, tenir le rôle non pas de leader de la majorité (d'une majorité qui n'est plus la sienne) mais de modérateur, gardien de l'unité nationale : un rôle démocratiquement tenu en ce moment même, depuis bientôt une dizaine d'années à Madrid par un roi dont la présence a puissamment servi l'Espagne et sa démocratie naissante.

Et si notre histoire fait, comme je le crois, que chez nous ce rôle ne peut guère échoir à un autre qu'à un élu, la fonction, elle, doit être rappelée et il faut

contribuer à en faire ressortir l'importance.

Les mésaventures de ce rôle et son effacement - temporaire - commencent à la Révolution française et il se fait justement, en ce moment, chez les historiens, un nouvel examen de l'époque révolutionnaire, un nouvel examen que résume assez bien le titre d'un ouvrage de François Furet, « Repenser la Révolution française ». On découvre, plutôt on redécouvre, que la Révolution française aurait pu s'arrêter en 1790-91 et asseoir les droits de l'homme, l'égalité civile, la souveraineté nationale, en gardant la monarchie. Des hommes comme Mirabeau l'avaient pressenti et ce qui s'est produit ensuite, qui a été glorieux par les succès des armes, a d'une certaine manière, constitué un dérapage.

Les responsabilités de ce dérapage sont au moins partagées. La Cour n'a pas compris la France nouvelle, Louis XVI n'a pas su imposer aux siens la clairvoyance, et la constitution civile du clergé portait en elle une fatalité de guerre civile.

Ce qui est advenu reste acquis, et la querelle des deux drapeaux terminée par la victoire des trois couleurs est une donnée de notre histoire. Nous ne pouvons revenir sur ce qu'ont fait nos aînés mais nous pouvons peut-être rétablir dans les idées, quelque chose de ce qu'ils ont défait. C'est à quoi contribue votre réflexion et explique aussi la sympathie qu'elle m'inspire même lorsque je n'en partage pas toutes les conclusions. Bonne chance dans cette réflexion !

\* Résistant. Ancien ministre. Professeur de droit. Président d'Initiative républicaine socialiste. Auteur de nombreux ouvrages sur les institutions et la vie politique.

## Aventure

# De la nouvelle action française à la nouvelle action royaliste

**S**i à la création de notre mouvement, le nom de Nouvelle Action Française semblait devoir s'imposer, dans la mesure où le souci des fondateurs était de redécouvrir Maurras et l'histoire de l'A.F., en revanche, à la fin des années 70, celui-ci ne correspondait plus à grand chose. Car des «maurrassiens» à la NAF, il n'y en avait plus guère. Et les militants qui venaient grossir nos rangs n'étaient pas attirés par la pensée, même dépoussiérée, du «Maître». Aussi la nécessité de rompre définitivement avec un passé révolu devenait évidente. Mais elle ne s'imposa pas du jour au lendemain et fut le résultat de nombreux débats, de polémiques voire de scissions. Par ailleurs, le «gauchisme» dont nous taxait l'extrême-droite n'était pas, de notre part, une concession à l'air du temps mais le souci de trouver les vraies solutions aux questions que se posait une génération en sachant qu'elle se dirigeait vers une impasse.

Ce «crime», sur lequel nous avons fondé notre véritable identité, accompli, les problèmes auxquels nous fûmes confrontés nous apparurent rapidement,

Rien ne peut mieux résumer l'évolution politique de la NAR que ce titre : cependant, pour les non initiés, une brève explication est nécessaire.

mais il en allait différemment des réponses à donner. Il y a deux ans, dans un éditorial, Bertrand Renouvin les résuma : «Comment être royaliste sans définir nous-mêmes la monarchie, et sans désincarner son projet ? Comment repenser la politique sans tomber dans l'idéologie ? Comment entrer dans le débat politique sans céder à la volonté de puissance ? Nous connaissions les erreurs qu'il fallait éviter mais nous n'avions pas de recettes» (1).

Une analyse de la pensée et de l'action du comte de Paris allait nous permettre de répondre à la première de ces questions. Il était en effet paradoxal, pour ne pas dire aberrant, qu'un mouvement royaliste ne connaisse pas le chef de la Maison de France. Le travail de Philippe Vimeux (2), à cet égard essentiel, nous montra un prince moderne, mué par ce qu'il est désormais convenu d'appeler «la passion du présent», animé par la vo-



lonté de servir son pays en tout temps et en tous lieux et de rendre justice en toute indépendance : de régner pour unir et non de diviser pour mieux régner.

Une participation à la vie politique et électorale, prudente à ses débuts, pour ne pas indisposer le Prince, plus importante par la suite nous aida à répondre aux autres questions; la NAR se

présenta donc aux élections présidentielles en 1974, aux municipales en 1977 et aux législatives en 1978. Cependant, jamais jusqu'en 1981, quand elle ne se présentait pas, la NAR ne prit parti pour un camp contre l'autre : elle restait résolument ailleurs, renvoyant dos-à-dos la droite et la gauche;

Mais en 1981, notre volonté d'en finir avec la société libérale avancée de Giscard, nous conduisit à soutenir François Mitterrand. Parce que nous pensions qu'une autre politique était possible et que nous en attendions «un peu plus de justice et de liberté». Certes les résultats ne furent pas toujours à la hauteur des promesses faites et nous ne nous sommes jamais privés de le dire. Aujourd'hui, les premières mesures prises par le nouveau gouvernement (notamment en matière économique) démontrent que la gauche au pouvoir n'était pas aussi incompétente qu'on a bien voulu le dire.

Patrice LE ROUE

(1) «Royaliste» n°402.  
(2) Philippe Vimeux, «Le comte de Paris ou la passion du présent» 164 pages, prix franco : 45 F.

## René HOSTACHE

**C'**est, me semble-t-il, par un entrefilet du «Monde» que j'entendis parler pour la première fois, il y a quinze ans, de ces jeunes royalistes qui rompaient avec les comportements de l'A.F. et notamment avec son sectarisme antigauilliste. Peu après, une «radioscopie» de Jacques Chancel m'en apporta la confirmation en me permettant d'entendre sur les ondes Bertrand Renouvin ou Gérard Leclerc ou - mon souvenir n'étant plus très précis - les deux à la fois.

Je ne fus pas étonné, par la

suite, d'apprendre que Bertrand était le fils de Jacques Renouvin, royaliste et gaulliste, héros de la Résistance, mort à Mauthausen dont le Général de Bénouville, dans «Le sacrifice du matin», avait relaté les exploits à la tête des groupes francs de Combat «Qualis pater, talis filius». Bien qu'il se défende de tout entraînement familial, il n'était pas surprenant que le sang ait parlé et qu'à l'instar de notre regretté ami commun, Edmond Michelet, il manifeste cette double fidélité à la monarchie et au gaullisme.

Mais l'expression que je viens d'employer est-elle adéquate ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une seule et même fidélité ? Le général de Gaulle, en se faisant toute sa vie «une certaine idée de la France» qui «ne peut être la France sans la grandeur» s'est placé dans le droit fil de la tradition capétienne. Et la NAR ne manque jamais l'occasion de souligner à juste titre le caractère à la fois monarchique et démocratique de la Constitution de 1958 et de défendre la politique d'indépendance nationale héritée du fondateur de la Vème

République et que ses successeurs ont dû, bon gré mal gré, maintenir.

Sans être d'accord en toutes choses avec la NAR que je souhaite voir le plus possible se tenir au-dessus des partis, c'est d'un cœur sincère que j'exprime à ses dirigeants et à leur journal mes vœux de joyeux anniversaire et de longue vie.

\* Résistant, ancien député UNR des Bouches-du-Rhône, membre de plusieurs cabinets ministériels puis du Conseil Economique et Social.

Terrain

## Une présence singulière

Vladimir  
VOLKOFF

Après avoir montré comment on peut être royaliste aujourd'hui, il s'agit de prouver que le royalisme peut exister sur le terrain politique.

**N**e serions-nous que de bons analystes de la vie politique ? On nous en fait parfois le reproche, qui contient sa part de compliment. Ce n'était pas si facile de sortir le royalisme de son enfermement, et de le situer autrement dans le champ politique. Pas si facile non plus de faire admettre la pertinence de l'analyse et la cohérence du projet. Cet objectif atteint, ou en passe de l'être, on s'interroge sur notre capacité à franchir l'étape suivante. Une chose est de dire, autre chose de réaliser. Et sur ce second plan le doute est largement répandu, tant les obstacles sont nombreux. Pire : la logique politique actuelle est en train des les multiplier.

Il y a une quinzaine d'années, existait une vie politique extra-parlementaire foisonnante et inventive, qui semblait condamner à terme les formations politiques classiques, ou du moins empêcher qu'elles exerçassent le monopole de l'expression politique. Dans ces conditions, un mouvement nouveau pouvait, par le dynamisme de ses militants, par le choix de ses campagnes, trouver sa place et asseoir sa notoriété. Cette situation favorable s'est dégradée à partir de 1974, pour des raisons qu'il serait trop long d'examiner : effondrement du gauchisme, réduction de l'influence de l'extrême-gauche, quasi-disparition du gaullisme orthodoxe, la logique politique est devenue impitoyable pour les minorités, malgré la percée des écologistes. De nouveau, ce sont les formations politiques classiques qui occupent la totalité du terrain, et les élections de mars 1986 n'ont fait qu'accentuer cette simplification. Certes, la démagogie du Front national a permis à l'extrême-droite de réussir une extraordinaire et inquiétante percée. Mais,



**• UNE IDEE NEUVE**

- Face aux formules creuses d'une droite figée dans la défense de ses privilèges.
- Face aux bureaucraties partisans et aux technocrates de la gauche qui risquent de trahir, une fois de plus, l'espérance populaire.

**• UNE AUTRE POLITIQUE**

- Pour l'indépendance de l'État à l'égard des partis politiques et des groupes capitalistes.
- Pour l'unité des Français, dans le respect de toutes leurs diversités.

tandis qu'une formation sort (pour combien de temps ?) de sa marginalité, plusieurs autres sont entrées dans une crise mortelle. Après l'échec des radicaux de gauche aux dernières élections, certains des dirigeants de cette tendance sont favorables à la fusion avec le Parti socialiste. Le mouvement écologiste n'est plus que l'ombre de lui-même et le Mouvement des Démocrates s'interroge sur son existence, de même que le P.S.U. Bien que la fameuse « bande des quatre » se soit accrue d'un cinquième membre - qu'elle fera tout pour éliminer - le processus d'écrasement des minorités politiques paraît en bonne voie. Comment y échapper ?

- d'abord en rejetant une double tentation, également funeste : celle, politique, du simplisme, de la démagogie, du cynisme, qui ruinerait notre projet; celle, anti-politique, de l'évasion dans une mystique de la monarchie qui nous conduirait à une nouvelle émigration intérieure.

- ensuite en affirmant notre présence, assurément singulière, tant il est vrai que ce sont les

formations à l'identité trop faible ou trop floue qui disparaissent en ce moment. Plus le conformisme politique se développe, plus les

différences s'estompent, plus le projet royaliste a chance de retenir l'attention, de susciter la réflexion, d'entraîner l'adhésion. C'est un fait que le royalisme est désormais le seul projet politique cohérent et novateur sur le plan des institutions et qui, en outre, se situe dans la logique de ce qui a été entrepris depuis 1958.

Mais comment assurer cette présence singulière autrement que dans le domaine de la réflexion ? En participant le plus étroitement possible à la vie de la cité, comme nous avons commencé de le faire malgré les difficultés évoquées plus haut et à cause de la longue abstention des royalistes. Mais la NAR a commencé de montrer, dans les consultations électorales et dans quelques conseils municipaux, qu'elle était en mesure de participer activement au débat et à la gestion des affaires de la cité. Ce rôle est encore symbolique. Dans les prochaines années, il s'agira de l'affirmer et de l'élargir.

Yves LANDEVENE

**M**erci d'avoir pensé à me demander ce que je pense de votre combat. J'en pense du bien - malgré et presque à cause de nos différences, car il est bon que le Prince soit servi par des hommes différents, nourrissant des idées différentes; la clef de voûte ne tiendrait pas sans poussées contradictoires.

J'en pense du bien aussi parce que vous avez le saine courage de ne vous camoufler d'aucune manière : « Royaliste », ça dit bien ce que ça veut dire, ça exprime un sentiment, non une doctrine, et c'est dans cet esprit que je peux m'associer à vous sans réserve.



Si je suis « royaliste » moi-même, c'est que l'archétype de la royauté me paraît inscrit dans l'univers comme le soleil au ciel, et le cerveau de l'homme.

\* *Ecrivain. Essentiellement romancier, a également publié des études historiques et des essais.*

**Nouveaux lecteurs  
voir notre  
offre spéciale  
page 11**

15<sup>ème</sup> anniversaire :

## Des regards extérieurs la N.A.R.

Albert JACQUARD

**D**e tous les journaux que je reçois, «Royaliste» est le seul que je lise en quasi totalité. Je tiens à vous remercier de l'apport que je vous dois ainsi.

Comme l'immense majorité des Français je suis, bien sûr, républicain. Une remise en cause paraîtrait incongrue. En fait, c'est là une idée reçue, c'est-à-dire un domaine où la réflexion ne pénètre pas. Mais ce n'est pas si facile à admettre.

Le premier avantage pour moi de «Royaliste» est justement de provoquer une remise en cause; je lis chaque numéro avec un vif intérêt. Certes je suis loin d'être systématiquement convaincu, mais il me faut trouver de bonnes raisons pour n'être pas d'accord.

Le ton que vous adoptez, quel que soit le sujet, est celui qui permet la confrontation loyale. Au sortir d'une période électorale où les outrances ont fleuri, on aimerait que tous les politiques s'alignent sur votre style.

L'effort de clarté, de sérénité qui est le vôtre ne pourrait-il pas s'appliquer à un domaine où les idées reçues tiennent lieu en France de raisonnement : celui de l'arme nucléaire ?

Ce sujet est certes complexe,



mais il me semble anormal qu'aucune discussion publique ne soit menée à ce propos, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, en R.F.A., en Belgique. Personne ne peut prétendre avoir en ce domaine le monopole de l'argumentation rigoureuse, mais l'absence de débat, provoquée par le fameux «consensus» de tous les partis, n'est pas digne d'une démocratie. Ce serait l'honneur de votre journal que d'exposer les arguments des adversaires et des partisans de la force de frappe.

\* *Directeur du département de génétique de l'Institut National d'Etudes Démographiques. Enseigne dans diverses universités parisiennes et étrangères. Auteur de nombreux ouvrages scientifiques.*

G.-H. de RA

**B**on anniversaire à «Royaliste». Que ses quinze bougies brillent de tous leurs feux ! Que cette flamme qui éclaire son passé ne s'éteigne pas dans les temps à venir !

Si c'est pour moi un tel plaisir de participer à cet «heureux» anniversaire, c'est en raison... de nombreuses raisons : la qualité intellectuelle du journal, son esprit authentiquement démocratique (une denrée après tout pas tellement surabondante dans notre beau pays beaucoup plus «républicain» que démocratique), sa foncière honnêteté, l'atmosphère fraternelle qui y règne... Mais par dessus tout peut-être, à cause, d'une part de la communauté d'esprit entre cette publication et son équipe et moi-même, y compris en ce qui concerne mon royalisme «de principe» : nous pouvons diverger dans les nuances et dans l'accidentel, nous nous retrouvons toujours quand il s'agit de l'essentiel. A cause, d'autre part, de son ouverture d'esprit, c'est-à-dire de la liberté spirituelle et intellectuelle qui y règne en maître : pas de sujets tabous dans les colonnes du journal; pas de persona non grata, sauf en

**J**ournal engagé par son titre «Royaliste» s'est voulu en même temps un lieu de libre débat.

Pour notre quinzième anniversaire, il était normal que nous nous adressions à ceux qui, ayant participé de près ou de loin à notre réflexion, nous font l'amitié de nous lire chaque quinzaine. Sous forme de message ou d'article, ils nous ont dit, en toute liberté, leur opinion. Nous sommes heureux de publier dans ce numéro les premiers qui nous sont parvenus.

**J**e tiens à vous dire que j'apprécie l'ouverture de votre groupe et de sa publication. Vous avez su développer un lieu d'échanges et de débat souvent curieux de ce qui me semble le plus novateur dans le domaine de la philosophie politique et de l'histoire. Si la question de la monarchie est probablement historiquement définitivement réglée en France, du moins sub-

Pierre ROSANVALLON



siste-t-elle philosophiquement. Vos préoccupations recoupent en ce sens celles d'une gauche libérale. Vous me semblez par contre un peu plus «traditionnels» dans votre approche des problèmes économiques...

\* *Enseigne à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie et l'histoire des idées politiques.*

# sur

## DKOWSKI

raison de sa médiocrité, à ses «mercredis» de la N.A.R., seul lieu aujourd'hui, à ma connaissance, intellectuellement oecuménique à Paris, voire en France. Comme tel, lieu irremplaçable. Qu'il dure et perdure !



\* *Philosophe et anthropologue. Combattant de l'insurrection de Varsovie, enseigne à l'Institut d'Urbanisme des Universités de Paris-Val-de-Marne et Paris-Jussieu.*

## Thierry PFISTER

Ce n'est pas en lisant «Royaliste» que je cherche à pimenter mes réflexions politiques. La gauche bon ton que vous exprimez n'est guère de nature à surprendre. Votre originalité est autre. Elle tient surtout, me semble-t-il, dans le fait que vos lectures restent éclectiques et qu'elles savent encore échapper au conformisme ambiant. Ah ces rubriques idées ! Elles semblent si souvent à l'écart, comme si le

reste de la publication devait s'enorgueillir d'être préservé de toute dimension intellectuelle. A croire que cet intitulé n'a été créé que pour mettre en garde le lecteur et le détourner de tout risque d'effort.

\* *Journaliste (Le Monde - Le Nouvel Observateur) puis conseiller au cabinet de Pierre Mauroy de 1981 à 1984 et aujourd'hui proche collaborateur de l'ancien Premier Ministre.*

## Gabriel MATZNEFF

J'ai toujours été monarchiste, et mes camarades d'école se rappellent assurément que, dès la sixième et la cinquième, le sort tragique du tzarévitch Alexis, fils de Nicolas II, et les paroles dites par Athos à Raoul de Bragelonne dans la crypte de Saint-Denis, occupaient dans ma vie intérieure une place cardinale.

Adolescent, je lisais donc, tout naturellement, «Aspects de la France». Certaines choses me plaisaient bien : par exemple, les attaques contre la démocratie-chrétienne et la petite Europe vaticane. En revanche, les pleurnicheries sur le maréchal Pétain et l'Algérie française m'ennuyaient : je trouvais ça ringard, scrogneugneu et, politiquement, sans issue créatrice.

Après mon service militaire, Philippe Tesson m'a ouvert les colonnes de «Combat» et Pierre Boutang celles de «La Nation Française». Les éditions de la Table Ronde vont rééditer cette année un livre devenue introuvable, «La caracole», recueil de mes meilleures chroniques polémiques de l'époque : les jeunes lecteurs d'aujourd'hui y découvriront une liberté de ton à

laquelle la presse actuelle ne les a pas habitués. Ce fut dans «La Nation Française», hebdomadaire monarchiste dirigé par Pierre Boutang, que je me suis battu, dès 1965, aux côtés de François Mitterrand, candidat à la présidence de la République.



Tout cela explique que c'est d'un cœur bien préparé que j'ai accueilli la création de la Nouvelle Action Française. Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc me firent alors l'honneur de m'inviter à inaugurer leur enquête sur la monarchie. Notre entretien parut dans la «Nouvelle Action française» du 16 décembre 1971. Ce fut le début d'une amitié solide et profonde. Tacite écrit que quinze ans est un long temps dans la vie d'un homme. Dans la vie d'un mouvement politique et d'un journal également. Aujourd'hui, «Royaliste» et ceux qui l'animent me semblent plus jeunes, plus vivants, plus mousquetaires que jamais. Je suis heureux, et fier, que mon nom soit, depuis le début, associé à cette belle aventure. A vos épées, messieurs, et vive le Roi !

\* *Ecrivain, auteur de nombreux romans et essais. A publié des chroniques régulières dans «Combat» et «Le Monde».*

## Joseph BARSALOU

Dans le désert insolite où végète une presse dite d'opinion, votre voix originale, du seul fait qu'elle est libre, me paraît indispensable. Les ruptures des années 40 et de 1968, parfaitement comprises, en ont fait dans notre société, un instrument de pondération.

La pensée collective de votre équipe est évidemment soutenue par une idéologie puissante qui est pour moi celle de Tocqueville que les accidents de l'histoire ont si mal traitée, avant qu'il fût défiguré par de faux épigones. Du moins la leçon du grand esprit libéral a-t-elle pu freiner, par le moyen d'une pédagogie pratique de la liberté, la marche vers un égalitarisme qui négligeait les différences intellectuelles et sociales tout en laissant le même avenir ouvert à tous. Ce simple rappel met en évidence l'anachronisme de notre droite qui veut «repenser le politique», sans mettre en cause ni sa légitimité ni sa finalité - notions toujours présentes dans votre journal qui me semble obéir sans cesse au besoin de rendre l'histoire intelligible.

C'est le sentiment d'une continuité dans notre destin national, prise de conscience qui implique l'affirmation du bien commun, c'est-à-dire de la république - dans l'acceptation extensive du mot, exempte enfin de toute connotation idéologique.

\* *Rédacteur en chef de «La Dépêche du Midi». A publié notamment une histoire de la Quatrième République.*

**adhérez  
à la n.a.r. !**

## Débats

## L'avenir d'une réflexion

Georges BALANDIER

Ma connaissance de «Royaliste» est trop récente pour que je puisse porter témoignage sans prétention abusive. Je tiens, plus simplement, à donner deux précisions : 1/ j'ai apprécié la façon même dont vous-mêmes et vos amis m'ont accueilli lors d'une réunion des mercredis; j'en ai tiré profit, et surtout connais-sance plus fine de vos préoccupations; 2/ j'accorde une attention vive à votre réflexion sur le politique et l'Etat, sur leurs fondements et sur leurs caractéristiques en longue durée. Votre travail est nécessaire, contre le ravage des modes déprimantes.

\* *Anthropologue, professeur à la Sorbonne, directeur des études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, spécialiste des pays en voie de développement et notamment de l'Afrique noire.*

Lucien SCUBLA

Je profite de l'occasion pour vous dire tout le bien que le pense de votre entreprise. «Royaliste» est un lieu de réflexion tout à fait original auquel les esprits libres ne peuvent que se sentir attachés et souhaiter la plus large audience possible.

\* *Agrégé de l'Université, membre du Centre de Recherches sur l'Epistémologie et l'Autonomie (CREA) de l'Ecole Polytechnique.*

Notre journal entend fonder son projet politique sur une réflexion approfondie et multiforme. A quelles conditions et dans quelles limites ?

Intellectualisme. La critique nous est adressée depuis notre fondation. Nous l'avons reçue comme un appel à la clarté de notre réflexion, et non comme une incitation à la démagogie et à la grossièreté qui seraient dans une vision abstraite des choses, plus immédiatement «rentables». Il n'y a en fait pas d'attitude plus méprisante, ni plus intellectualiste, que de supposer que le public refuse l'effort de la pensée. Cela dit, «Royaliste» n'est ni plus ni moins intellectuel que «Le Figaro-magazine» et «Le Nouvel Observateur». Outre les moyens respectifs, la différence tient au mode d'engagement. Il est vrai que nous sommes un journal d'opinion qui n'hésite pas à s'afficher comme l'organe d'un mouvement politique. Pourtant, il ne saurait être comparé à «L'Humanité» ou à «National-hebdo». Ce qui est recherché ici, c'est une réflexion rigoureuse, non une propagande simpliste. Ce qui est présenté et sans cesse affiné, c'est un projet politique, et non un système idéologique qui prétendrait englober, orienter et finalement diriger l'ensemble des phénomènes sociaux. «Royaliste», il est bon de le rappeler, ne participe d'aucune religion, n'adhère à aucune école philosophique, ne se range sous aucune bannière esthétique. Cela ne l'empêche pas d'analyser les mouvements religieux, les écoles philosophiques et les manifestations esthétiques, mais sans jamais porter atteinte à la liberté de jugement de nos lecteurs - tous divers sur chacun de ces plans. Telle est la première limite de notre engagement, qui concerne uniquement le domaine politique.

Peut-on dire, cependant, que nous nous efforçons de bâtir une

doctrine politique ? Le mot est trop fort pour que nous puissions l'accepter. Il évoque aujourd'hui un cadre rigoureux assigné à la pensée, un dogme sous-jacent, des maîtres-penseurs définissant une orthodoxie. Nous avons trop connu ce piège pour tomber à nouveau dedans. Nous préférons une réflexion sur le mode du questionnement, et nous voulons que notre conviction permette le libre jeu de la pensée - aussi dérangement soit-elle. D'où l'attention que nous portons aux analyses nouvelles, qu'elles viennent ou non de personnes qui nous sont proches. D'où notre méthode, qui ne vise pas à opposer un système à un autre (la Monarchie abstraite contre la République abstraite) mais qui, soulignant les paradoxes, les impasses, les contradictions, cherche les voies d'un dépassement ou d'un accomplissement. Tel est bien le cas, lorsque nous analysons la question du pouvoir politique et, plus concrètement, celle des institutions de la Vème République.

Cela signifie-t-il que nous ayons décidé de nous cantonner au domaine politique strictement dit ? Si l'Etat, les philosophies politiques, les partis et leurs rapports de force sont au centre de notre réflexion, si nous commençons à avoir, sur ces différents points, des idées claires et des projets précis, nous ne saurions négliger les autres aspects de la vie de la cité, qu'il s'agisse de l'économie, du mouvement de la technique, des relations internationales ou de l'évolution sociologique. Cela parce que le royalisme n'est pas séparable du métier de citoyen soucieux de l'ensemble de la vie du pays.

Dès lors, quel peut être notre programme de travail pour les années à venir ? Si la problématique politique paraît aujourd'hui clairement définie, trois domaines requièrent un effort de compréhension et d'approfondissement :

- L'évolution des relations internationales exige une analyse lucide, beaucoup moins passionnelle que celle que nous avons faite au début de notre entreprise. Nous ne pouvons plus nous contenter de renvoyer dos-à-dos les impérialismes rivaux, de dénoncer l'utopie européiste et de faire de l'indépendance nationale un simple slogan. Le premier livre d'Yves La Marck exprime cette volonté de renouvellement et d'approfondissement des analyses.

- Sur le plan économique, nous avons voulu sortir des faux dilemmes et entrepris une critique des dogmes courants. Mais nos analyses sont encore trop floues, et trop partielles. L'élucidation des concepts et l'examen plus rigoureux des méthodes figurent parmi les tâches urgentes.

- Des travaux récents ont modifié ou bouleversé nos analyses initiales de la société française. Il s'agit d'en poursuivre l'examen, sans hésiter à aborder l'étude des conséquences des révolutions techniques et scientifiques - problèmes redoutables qui seront au centre des débats politiques de demain.

Le rapide énoncé de ce «programme» montre l'impossibilité d'une réflexion isolée. Aucune école de pensée, aucune famille politique, aucune équipe ne peut appréhender seule la complexité des domaines évoqués. C'est dire que, plus que jamais, «Royaliste» doit être un lieu d'accueil pour toutes les recherches et de libre confrontation entre celles-ci.

B. LA RICHARDAIS

# L'aventure intellectuelle

Gérard Leclerc



**L**es bonnes fées penchées sur notre berceau il y a quinze ans sont sans doute les moins étonnées. Elles savaient que ce bébé incommode aurait une existence qui démentirait tous les pronostics. Adolescent, il a déjà beaucoup vécu. Et s'il fallait continuer jusqu'au bout de la fable, je dirais qu'il a encore toute l'existence devant lui, parce qu'il est bien décidé à courir l'aventure. Il n'y aurait plus d'aventure si l'existence était déjà figée en destin et il est des morts intellectuelles plus terribles que les morts physiques. Je songe à ce que Bernanos pouvait écrire dans les années trente sur ce qui lui apparaissait déjà comme le destin clos du parti royaliste. Mais à lui tout seul, il pouvait réveiller les morts. Et puis, le roi de France ne meurt pas.

L'aventure capétienne se poursuit depuis mille ans (887). La France elle-même est un miracle continué. Et, dit Braudel : « *Nous voilà comme les rois de France, contraints de bâtir et de penser, contre vents et marées, l'unité du royaume* ». Lui le dit d'abord en historien, mais nous pouvons le redire en citoyens du présent, attentifs à poursuivre dans le sens de la trame royale cette œuvre de volonté et de raison qu'est notre pays dans la continuité multiple des enracinements. Rien n'est jamais acquis définitivement dans l'ordre du politique, comme dans celui de l'intelligence. Cela, notre relativement courte existence a contribué à nous l'apprendre, en nous donnant mieux le sens de l'histoire vécue.

## LES ENJEUX DE LA LIBERTÉ

**B**outang nous avait dit, au début : « A votre âge, on n'a pas le sens historique ». Et il avait raison. Clavel nous disait la même chose sous une autre forme. Nous étions terriblement scholastiques et comme les copains maos ou trotsk, il nous était quasiment impossible de ne pas parler la langue de bois, alors même que ce que nous avions à dire la débordait de partout. Irréductiblement liés à notre génération, nous allions dénouer petit à petit les bandelettes intellectuelles qui nous empêchaient de prendre notre véritable essor.

Nous aussi, nous avons fait à un certain système royaliste soigneusement ficelé, le sort inattendu que les gauchistes de l'époque ont fait au marxisme. Un été de la Saint Martin, disait encore Clavel. Il nous fallait réapprendre les chemins de la liberté, pas exactement comme Sartre l'entendait. La grande remise en cause du totalitarisme dans les années soixante-dix allait nous transformer nous-mêmes. Oh certes, nous ne nous sentions pas le moins du monde compromis avec les idéologies de la **maîtrise**, encore moins avec les poisons distillés par les pensées criminelles, et pas du tout avec les empires de l'enfermement et de l'extermination.

Nous n'en étions pas moins conditionnés par le climat intellectuel et par la dialectique imposée par l'héritage des siècles. Pour donner un seul exemple, le combat de longue haleine du parti royaliste contre le parti républicain avait créé des réflexes acquis, des repères considérés comme définitifs, une symétrie dans l'hostilité et presque une ressemblance à force de se rencontrer sur le même terrain. La République, du moins chez nous, s'était bâtie sur un credo positiviste et entendait donner à l'homme l'avenir que les Lumières lui avaient prédit. La liberté qu'elle associait au fronton des édifices publics à l'égalité et la fraternité avait un caractère quasiment obligatoire incompatible avec sa notion même. Il y avait de la **virtus** chez nombre de vieux républicains, mais la démocratie née avec la modernité

n'avait précisément de sens qu'à libérer la liberté, à l'émanciper de toutes les prosopopées du progrès et du sens de l'histoire comme accomplissement d'une vision anthropologique.

Même déterminé par des convictions contraires, le parti royaliste avait la tentation de ne juger de la liberté qu'en fonction du modèle républicain et sans voir le fossé qui séparait ce modèle de l'évolution démocratique. Se placer sur le terrain des libertés concrètes n'était pas une mauvaise parade tactique contre une Liberté majuscule liée à un déterminisme positiviste. A long terme, la tactique devait se terminer en désastre puisqu'elle aboutissait à nier la question par excellence, celle de la liberté de l'homme et des peuples dans l'histoire.

En un mot, il fallait prendre enfin au sérieux la démocratie qui était autre chose que la République et toutes les idéologies qui avaient voulu s'emparer d'elle. Nos petits camarades ex-marxistes y étaient contraints eux aussi. Ce n'était pas une mince affaire, parce que l'évolution sociale de toutes les nations occidentales conformes aux vues de Tocqueville n'était pas seule en cause. Il ne suffit pas d'avoir la liberté, il faut être digne de ses enjeux. Le mérite d'un Soljénitsyne avait été de montrer que briser les chaînes de l'esclavage moderne ne consistait pas simplement à s'abandonner aux règles douces d'un libéralisme plus ou moins pragmatique. La transcendance était au cœur de la liberté avec tout le royaume des valeurs. Nous le réapprenions à l'école de Bernanos et de quelques autres.

## MONARCHIE ET DEMOCRATIE

**I**l ne s'agissait pas pour autant d'inventer en le camouflant un bon totalitarisme (conforme aux valeurs) pour s'opposer à un processus de dissolution. Il fallait armer la démocratie et donc la liberté, en y faisant admettre l'espace d'un spirituel sans lequel elle ne respire pas, dans le cadre d'un Etat de droit. Par ailleurs la réflexion politique commandait de repenser la question du pouvoir dans des termes renouvelés qu'inventaient à mesure des chercheurs en plusieurs disciplines scientifiques et sociales. Il n'y avait pas de société civile et donc de liberté sans extériorité d'un pouvoir politique. C'était toute la question de la monarchie qui se reposait.

Vouloir que la volonté populaire coïncide avec l'Etat, le vouloir immanent à elle, Rousseau l'avait certes imaginé tout en étant parfaitement conscient de l'impossibilité de son système. Réalisé il aboutissait purement et simplement au totalitarisme clos. Ainsi la monarchie, loin d'être contraire à l'évolution démocratique pouvait la consacrer et la renforcer.

Ce raccourci un peu sec fait l'impasse sur l'histoire existentielle dans laquelle s'est incarnée cette aventure. Nous ne pouvons y songer sans revoir des visages, en particulier ceux de nos compagnons qui nous ont prématurément quittés. Je pense à Michel Giraud, à Arnaud Fabre et à bien d'autres. Mais ce que j'ai tenté d'esquisser montre, j'espère, que cette aventure n'est pas solitaire. Le royalisme n'est pas un courant isolé, encore moins retranché du reste des différentes familles spirituelles ou politiques. Notre réflexion s'insère dans le débat national, elle s'associe à d'autres aventures qui ensemble font le grand débat de notre temps.

Gérard LECLERC

P.S. Pour un exposé plus complet et plus étayé, je renvoie au livre indispensable de Bertrand Renouvin « *La République au roi dormant* », Hachette (prix franco 85 F).

Édition

# Faire connaissance

## Cité

**C**ité, le titre lui-même est un programme. A l'heure des mégalofoies, où l'homme n'est plus que le rouage anonyme d'un mécanisme gigantesque qu'il subit sans comprendre, le mot de Cité semble bien oublié. Il évoque la chaleur des communautés humaines authentiques. Loin des rythmes abrutissants d'une vie morcelée, loin des bruits trompeurs des modes fugitives, la Cité est ce lieu préservé où se nouent les dialogues, où s'affirment les solidarités, où se dessinent les différences. Lieu vivant par excellence, communauté de personnes.



Revue, Cité est ce lieu où, en marge des clameurs sensationnelles mais éphémères qui remplissent les colonnes des grands organes de presse, la pensée en liberté trouve le champ de son plein épanouissement. Sans l'exclusivisme mutilant de l'engagement partisan, elle accueille tous ceux qui, aujourd'hui, ont entrepris de réfléchir sur les courants profonds qui irriguent notre société. Lieu de réflexion, Cité est aussi un lieu de débat. Que vaudraient les découvertes

Parallèlement à son activité politique et à la parution de son bimensuel «Royaliste», la N.A.R. manifeste aussi sa vitalité par un foisonnement de publications diverses. Deux revues trimestrielles «Cité» et le «Lys rouge», des livres, un ensemble de brochures permettent de connaître plus en profondeur la pensée des royalistes d'aujourd'hui.

des uns, si elles ne devaient en rien nourrir les pensées des autres ?

Par le biais de ces pages, un dialogue s'instaure, animé par de grands noms de la vie intellectuelle française ou d'autres à la notoriété moins assurée mais d'une importance capitale : Edgar Morin, René Girard, Jean-Pierre Dupuy, Marcel Gauchet, Jean-Marie Domenach, Georges Dumézil... Le format d'une revue permet à chacun d'approfondir son point de vue, de développer sans contrainte ses arguments.

Vous pouvez vous aussi être le témoin et l'acteur de ces dialogues fructueux. Vous pouvez vous aussi être le participant actif de ce moment important du débat intellectuel.

A l'heure où les contraintes de la modernité impliquent bien souvent un survol rapide des sujets, Cité prend son temps - cette

liberté fondamentale - et vous offre l'occasion d'approfondir vos connaissances.

N'hésitez pas ! Abonnez-vous ! C'est dans Cité que s'élaborent aujourd'hui les grandes idées qui agiteront demain nos consciences intellectuelles.

«Cité», revue trimestrielle - abonnement pour 4 numéros : 125 F.

### Répartition du public de la N.A.R. par TRANCHES D'ÂGE

| Tranche d'âge   | %    |
|-----------------|------|
| Moins de 25 ans | 11,0 |
| de 25 à 35 ans  | 26,4 |
| de 35 à 45 ans  | 26,1 |
| de 45 à 55 ans  | 12,4 |
| de 55 à 65 ans  | 11,6 |
| de 65 à 75 ans  | 7,4  |
| 75 ans et plus  | 5,1  |

### Les PROFESSIONS les plus représentées dans le public de la N.A.R.

| Profession             | %    |
|------------------------|------|
| Enseignants            | 15,9 |
| Lycéens et étudiants   | 11,7 |
| Fonctionnaires         | 9,0  |
| Retraités              | 8,2  |
| Employés de bureau     | 7,3  |
| Ingénieurs             | 6,5  |
| Cadres                 | 6,0  |
| Ouvriers et paysans    | 5,1  |
| Professions juridiques | 5,0  |

## Le Lys Rouge

**S'**il est une publication de la N.A.R. qu'il est difficile de définir c'est bien le «Lys rouge» ! Lieu par excellence de libre débat, le «Lys rouge» brille non seulement par sa liberté de ton, mais aussi par l'extrême variété des sujets abordés. Quelques centres d'intérêt néanmoins y sont privilégiés : l'histoire du mouvement royaliste (souvent illustrée par la reproduction en fac simile de documents historiques), les activités des monarchistes étrangers, les débats sur l'avenir du royalisme. Mais cette énumération est bien incomplète et donne une vision bien tronquée de l'intérêt du «Lys rouge». Il n'y a en fait qu'un seul moyen de le juger : c'est sur pièces ! Il suffit pour cela de nous demander la liste complète des numéros encore disponibles avec leur sommaire détaillé et de faire son choix. Ou mieux encore - en raison de la modicité du prix - de s'abonner pour un an et d'avoir la surprise et le plaisir de découvrir des aspects méconnus du royalisme.

«LYS ROUGE» - revue trimestrielle - abonnement d'un an (4 numéros) : 50 F.

### LIVRES QUE NOUS AVONS PUBLIES RECEMMENT

- «Charles Maurras et le socialisme» par Bertrand Fessard de Foucault  
298 pages  
Prix franco 129 F
- «Monarchie et politique étrangère» par Yves La Marck  
120 pages  
Prix franco 95 F
- «Une révolution dans le royalisme» (Histoire de la NAR) par Olivier Lespès  
150 pages  
Prix franco 74 F
- «Le journal «La Nation Française» 1955-1967» par Patrick Louis  
500 pages  
Prix franco 225 F
- «La fin du Parti royaliste (1889-1890)» par Marc Desaubliaux  
250 pages  
Prix franco 107 F

# Liberté

## Mercredi, 20 heures

### Edgar MORIN

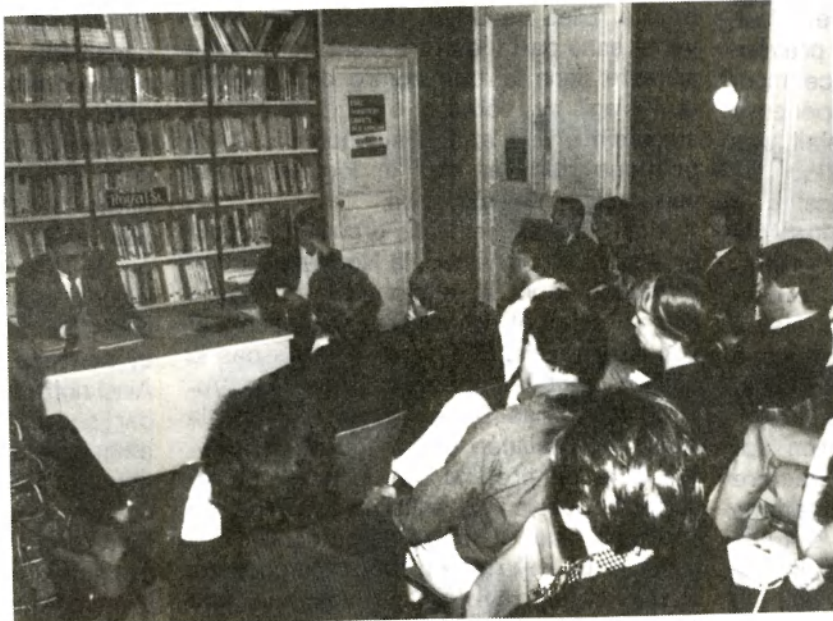
Parce que les « Mercredis de la NAR » sont entrés dans les habitudes de nos lecteurs parisiens, il n'est pas inutile de rappeler l'intérêt de la formule.

Qu'est-ce qu'une réunion politique ? Une assemblée de militants et de sympathisants venus écouter le ou les responsables d'un parti donné, exposer la doctrine et la ligne du dit parti. Les « Mercredis » parisiens de la NAR n'entrent que partiellement dans cette définition. Certes, le public est en grande majorité militant ou sympathisant. Certes les réunions se déroulent dans les locaux d'un journal et d'un mouvement aux engagements fortement marqués. Mais l'orateur est un invité extérieur au mouvement et souvent fort éloigné de ses idées, les sujets dépassent le strict cadre politique et les débats se déroulent dans une pleine spontanéité.

Banale dans un club de réflexion ou dans un séminaire de recherche, cette formule est tout à fait originale pour un mouvement politique. D'ordinaire un parti redoute toujours, peu ou prou, les déviations doctrinales, les manœuvres politiciennes, les récupérations sournoises, et ses dirigeants, qui veillent jalousement sur la rectitude de leurs militants, trouvent plus sage et plus facile de penser et de débattre à leur place. Tout en ayant une forte identité, la NAR a pris une attitude exactement opposée. Elle préfère la liberté du débat à l'exposé d'une vérité officielle, la réflexion fondamentale à l'endocritisme. Par là, elle démontre chaque semaine que l'engagement n'interdit pas l'ouverture, même aux idées les plus contraires, et que la conviction peut se vivre dans la remise en question permanente.

Au-delà de tout discours et de toute théorie, les « Mercredis » ont valeur pédagogique à un triple point de vue :

- Ils permettent une réflexion permanente sur le politique, grâce aux spécialistes de cette ques-



tion, mais aussi sur ses limites puisque nous invitons régulièrement des philosophes, des économistes, des sociologues, des écrivains.

- Ils permettent un dialogue vraiment démocratique entre l'invité, qui se sait libre d'aller jusqu'au bout de sa pensée, et les participants qui, hors de toute hiérarchie universitaire ou sociale, peuvent tout aussi librement faire part de leur réflexions et de leurs critiques.

- Ils permettent une découverte concrète des hommes, hors du spectacle politique et médiatique, qui exclut les attitudes sectaires ou fanatiques. Qu'il soit de droite ou de gauche, marxiste ou libéral, auteur à la mode ou chercheur encore peu connu, notre invité, au bout de deux heures de débat, cesse d'être un simple « support d'idées ».

A celles et ceux qui hésitent à venir, à cause de l'austérité de

certains sujets ou par timidité, disons enfin que ces réunions sont avant tout un plaisir. Plaisir de découvrir une pensée, plaisir de



J'aimerais vous dire l'intérêt que j'ai à lire « Royaliste », un des journaux les plus intelligents qui restent, dont la tenue et l'ouverture culturelles sont exemplaires et qui est un modèle de méta-manichéisme politique. La seule chose qui me semble secondaire est ce qui pour vous est le principal : le Roi !  
Amitié.

\* Enseigne à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Son œuvre porte à la fois sur la sociologie, l'anthropologie, la politique et l'épistémologie.

#### OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18104 06 N Paris

# La N.A.R. ? une aventure



**U**ne aventure, vraiment ? Le mot paraît léger. Nous ne sommes pas, c'est évident, des aventuriers de la politique cherchant la bonne fortune. Il faut, bien sûr, prendre le mot au sens premier. Nous avons créé ce journal et ce mouvement, voici quinze ans, sous l'impérieuse nécessité d'aller de l'avant. Il était plus que temps ! Notre tradition politique se mourait dans les regrets, les rancœurs et les excès dogmatiques. Une révolution politique s'était faite, en 1958, dont l'intégrisme royaliste n'avait pas voulu reconnaître l'intention monarchique... Tout était à reprendre, à repenser et, du même coup, à retrouver : la révolution royaliste s'est accomplie sous le signe de la fidélité.

Révolution, fidélité, la contradiction apparente des termes dit bien le caractère périlleux du projet. Par approximations successives, il fallait à la fois renouveler une famille de pensée et la situer autrement sur l'échiquier politique, dans une période de bouleversement des données politiques et sociales, des facteurs économiques et des mentalités. De surcroît, l'image classique du royalisme - extrémiste, réactionnaire - et l'attitude de l'Action française pendant la guerre constituaient des obstacles redoutables. L'entreprise paraissait vouée à l'échec. Nous avons cependant trouvé peu à peu notre chemin, non sans nous heurter à de nombreuses critiques : au pire le reniement, au mieux l'ambiguïté de réflexion et de choix qu'on voulait à tout prix inscrire dans une autre tradition politique. Au fil des ans, nous fûmes tour à tour considérés comme gauchistes, gaullistes, puis socialistes - sans grand souci des textes et des prises de position.

## UNE QUESTION

**S**ommes-nous parvenus à désarmer nos critiques ? Il serait illusoire de prétendre y avoir réussi pleinement. C'est que l'idée même de la monarchie nous incite à un comportement très différent,

donc toujours déconcertant, de celui des autres familles politiques. Celles-ci veulent conquérir le pouvoir, si possible dans sa totalité. Elles se disent dépositaires d'une vérité sans partage et trouvent leur identité militante dans la lutte contre des ennemis qu'il s'agit de détruire. Bien qu'atténuées aujourd'hui, ces attitudes fondent une vie politique dominée par la logique de la puissance et de l'exclusion.

Il faut le souligner sans orgueil ni volonté excessive d'originalité : la **Nouvelle Action Royaliste** conçoit autrement la politique - comme souci et non comme captation - et son rôle propre. Elle ne revendique pas le pouvoir pour elle-même puisque le royalisme n'est pas la monarchie, puisque la monarchie instituée exclut tout parti royaliste. Elle ne prétend pas incarner et résumer le peuple tout entier ni exprimer une vérité absolue, et refuse de se donner des ennemis. Le royalisme n'est ni une doctrine, ni une conception du monde, mais une question décisive posée à l'ensemble des citoyens : celle de la nature et de la situation du pouvoir, de son rôle dans la société et de son mode de transmission. Sans doute cette question n'est-elle pas neutre. Nous la posons en raison des paradoxes (le chef de l'Etat juge et partie), des carences (quant à l'arbitrage) et des faiblesses (une légitimité trop partielle) qui marquent les institutions actuelles, et selon les expériences passées (la monarchie française) et présentes (les monarchies européennes) qui nous semblent positives dans leurs principes. Quant à la réponse pratique, elle appartient à l'ensemble des Français. Pas de monarchie sans démocratie.

## QUEL ENGAGEMENT ?

**A**ussi se trompe-t-on complètement en voulant nous intégrer à toute force dans un camp - hier la droite, aujourd'hui la gauche. La question de la monarchie s'adresse à tous les partis, et son instauration respecterait et même favoriserait leur rôle. On se tromperait encore

en faisant de nous d'angéliques bénisseurs ou des récupérateurs sournois. Parce que le royalisme n'est pas séparable d'une citoyenneté vécue dans le présent, l'engagement dans la vie politique est pour nous un acte spontané. Parce que la monarchie porte en elle des principes d'unité, de justice et de liberté, il est logique que, sans prétendre les incarner ni les réaliser par nous-mêmes, nous ayons à cœur de ne pas les contredire. D'où un comportement qui ne s'inscrit pas dans les catégories politiques ordinaires, d'où des refus et des choix qui dépendent des questions posées et non pas de la couleur des étiquettes. Ainsi notre refus de l'esprit de guerre civile, par souci d'unité, et du totalitarisme, par exigence de liberté. Ainsi notre accord avec le libéralisme, lorsqu'il signifie volonté de liberté; avec le socialisme, lorsqu'il entend protéger la société contre la violence économique; avec les républicains « éty-mologiques » qui recherchent le bien commun. Mais lorsque le libéralisme laisse faire les plus riches et les plus puissants, lorsque le socialisme se réduit au désir hégémonique d'un parti, lorsque le républicanisme refuse l'autonomie du pouvoir politique, nous ne pouvons accepter d'entrer dans leurs logiques respectives.

Il fallait rappeler ces principes et leurs conséquences, tant notre attitude paraît déconcertante à certains, tant nos choix semblent imprévisibles. Ils le seraient moins, ou plus du tout, si nous étions jugés, comme tout autre mouvement politique selon notre propre cohérence. Reste la question de notre « crédibilité ». Monarchie et utopie riment, mais ce n'est pas raison. Depuis 1958, l'esprit de la monarchie anime nos institutions, et les événements actuels dévoilent cette présence. Mais cette monarchie de fait est partielle, partielle parfois, et fragile par son inachèvement. C'est « presque ça », mais trop peu encore. Du moins ce « presque » dit la possibilité d'un prolongement, d'un aboutissement. Il s'agit pour nous d'en faire ressentir la nécessité et l'urgence.

Bertrand RENOUVIN